

Bagnolet, le 1<sup>er</sup> juillet 2024

Communiqué de presse

SNUTER-FSU  
22 rue Malmaison  
93170 Bagnolet  
contact@snuter-fsu.fr

## POUR LE SERVICE PUBLIC FAIRE BARRAGE A L'EXTREME-DROITE

Depuis des années les gouvernements en place s'opposent à nos revendications et les politiques libérales mettent à mal les services publics, les conditions de vie des salariés en particulier les plus précaires. Ces politiques ont sans aucun doute lourdement contribué à la montée des partis d'extrême droite. Avec la dissolution de l'assemblée nationale, le gouvernement leur ouvre la possibilité d'accéder au pouvoir.

A quelques jours du second tour des élections législatives, la menace d'une accession des forces d'extrême-droite au pouvoir est désormais concrète. Ce serait une catastrophe pour le service public, ses agent·e·s et ses usager·e·s. Le projet du Rassemblement National consiste à concentrer les moyens de l'Etat sur les fonctions régaliennes (police, justice, armée) et de déléguer au privé de ce qui ne leur paraît pas essentiel : petite enfance, culture, insertion, routes, forêts et espaces naturels, nettoyage, petite enfance, etc.

En effet, derrière son vernis social, le programme porté par le Rassemblement National poursuit la politique de cadeaux fiscaux et sociaux au patronat. Il assèche ainsi les comptes publics et donc les moyens du service public. Ses renoncements successifs à l'approche du premier tour sont explicites : revirement sur l'abrogation de la réforme des retraites, report de la baisse de la TVA sur les produits de première nécessité... Ne reste qu'un projet autoritaire et raciste qui poursuit les politiques libérales qui mettent à mal nos services publics.

Plus grave, la politique de préférence nationale au cœur de ce projet politique aurait une conséquence double : empêcher les personnes de nationalité étrangère et binationales d'accéder à l'emploi public dans **une période inédite de pénurie de personnels**, et surtout conduire les agent·e·s à trier les usager·e·s en fonction de leur nationalité pour leur refuser l'accès au service.

Pour la FSU Territoriale, ces mesures sont inacceptables. Les principes d'égalité et d'universalité sont au cœur du service public et du statut de la fonction publique territoriale que nous défendons.

Alors que les inégalités se creusent et que les partis d'extrême-droite attisent les divisions en désignant des boucs-émissaires parmi la population, la FSU Territoriale réaffirme la nécessité d'un service public renforcé adossé à des garanties statutaires consolidées pour les agent.e.s.



**La FSU Territoriale rappelle ses revendications :**

- Abrogation de la réforme des retraites et retour à 60 ans comme âge légal de départ ;
- Abrogation de la loi dite de « Transformation de la fonction publique »
- Augmentation immédiate de 10% de la valeur du point d'indice et indexation des minima sociaux, des pensions et du point d'indice sur l'inflation ;
- Reconstruction des grilles indiciaires pour corriger le tassement des carrières ;
- Egalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes
- Recrutements statutaires et plan de titularisation pour résorber la précarité dans la fonction publique ;
- La réduction du temps de travail de 35 à 32 heures par semaine
- Dotations aux services publics à la hauteur de l'urgence sociale et écologique

Pour gagner sur ces revendications, il faut en premier lieu barrer la route à l'extrême-droite dans les urnes.

**Alors le 7 juillet, pour faire barrage à l'extrême-droite,  
VOTONS !**

